

## La valorisation : mutation(s) dans le temps long

Elodie Belkorchia

---

### Citer ce document / Cite this document :

Belkorchia Elodie. La valorisation : mutation(s) dans le temps long. In: La Gazette des archives, n°244, 2016-4. Les mutations du métier d'archiviste et de son environnement. Actes des journées d'études de la section Aurore - archivistes des universités, rectorats, organismes de recherche et mouvements étudiants - de l'Association des archivistes français des 28 novembre 2014 et 5 novembre 2015. pp. 193-206;

doi : <https://doi.org/10.3406/gazar.2016.5422>

[https://www.persee.fr/doc/gazar\\_0016-5522\\_2016\\_num\\_244\\_4\\_5422](https://www.persee.fr/doc/gazar_0016-5522_2016_num_244_4_5422)

---

Fichier pdf généré le 18/03/2019

# La valorisation : mutation(s) dans le temps long

---

Élodie BELKORCHIA

À l'occasion du colloque de 2005 sur l'éducation artistique et culturelle, Yves Jammet nous rappelait « la nécessité de bien connaître l'histoire du champ archivistique dès lors qu'on a le désir de le faire évoluer, voire de le transformer »<sup>1</sup>. Loin de l'ambition de dresser l'historique des pratiques de médiation en milieu archivistique, il s'agira de poser quelques jalons de ce pan d'activité des archives essentiel à son équilibre et pourtant encore envisagé comme la cinquième roue du carrosse ou simplement invisible, comme en 2013 dans les conclusions du rapport sur l'Éducation artistique et culturelle (EAC) remis à la ministre de la Culture et de la Communication.

Les archives dans leur relation à la société construisent de nouvelles pratiques de médiation qui allient le temps long de l'archive et le temps toujours plus rapide de l'usager. Depuis les années 1950, le champ archivistique a largement évolué, redéfinissant au fil du temps son vocabulaire, ses pratiques et ses acteurs.

## Quels mots pour quelles actions ?

### *Communication*

Les archivistes organisent l'obligation légale de la communication des archives, au sens d'une mise à disposition des archives au public depuis la Révolution.

---

<sup>1</sup> JAMMET (Yves), « La médiation culturelle dans les archives : quels métiers, quelles formations ? », *L'action éducative et culturelle des archives*, Paris, Direction des archives de France, 2005, pp. 201-208.

L'étymologie du terme « communication » a largement évolué ces dernières années. Les archivistes auront tendance à lui préférer la notion de « consultation » de document afin d'éviter les quiproquo avec les lecteurs. Par ailleurs, la conception communicationnelle du terme est également usitée pour faire connaître les fonds et les actions des services, on évoquera ici la notion de « diffusion ». Dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la simple consultation est dépassée avec une première expérience d'exposition pédagogique. Mais c'est au XX<sup>e</sup> siècle que les formes primitives de valorisation, décrites par Isabelle Chave<sup>1</sup>, s'orientent entre 1930 et 1960 vers l'enquête sur les sources, l'exposition et l'usage pédagogique au sein des Archives nationales et départementales. Avec les Trente Glorieuses, retraites plus longues et temps libre plus important permettent un élargissement et une diversification du public ; généalogistes et amateurs d'histoire poussent volontiers la porte des salles de lecture. En parallèle, la notion de médiation émerge au cours des années 1960 dans le champ culturel et irrigue peu à peu le monde des archives. La médiation qui induit l'idée d'un dialogue parfois difficile entre des publics et des objets culturels, est mise au service de l'archive pour créer du lien avec les publics. Avec elle, jaillissent les pratiques d'« animation » ou d'« action culturelle ».

### *Mise en valeur*

Avec la loi n° 83-663 de juillet 1983<sup>2</sup>, la mission de mise en valeur s'ajoute à l'obligation de conservation des archives. Cette nouvelle mission s'inscrit dans la continuité de « l'engouement patrimonial fort, multiforme et soutenu par une volonté politique plus ou moins marquée mais bel et bien présente »<sup>3</sup>, comme en témoigne l'année 1980 érigée année du patrimoine. Cette décennie est marquée par le développement parallèle des actions pédagogiques et des actions culturelles. Favorisé par le mouvement de décentralisation, le développement des actions culturelles aux archives se fait en lien étroit avec les enjeux politiques, les élus incitant à l'insertion des actions au sein des politiques culturelles en construction.

---

<sup>1</sup> CHAVE (Isabelle), « Pourquoi valoriser les archives ? La problématique en 2010 », dans HIRAU (F.), MIRGUET (F.), *La valorisation des archives. Une mission, des motivations, des modalités, des collaborations. Enjeux et pratiques actuelles*, Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain-la-Neuve, L'Harmattan, 2012, pp. 51-64.

<sup>2</sup> Loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000320195>

<sup>3</sup> CANDAU (Joël), *Anthropologie de la mémoire*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 1996, 128 p.

Celles-ci ont vocation à favoriser l'accès de tous à la culture, usagers comme non public, mais représentent également un enjeu de visibilité pour les électeurs, avec « cette idée (parfois erronée) que notre "ouverture" est réservée à un public réduit d'initiés »<sup>1</sup>. Il s'agit de fournir des prestations de qualité dans un souci d'enraciner les populations dans un fort sentiment d'appartenance, d'accompagner les mutations urbaines et la mobilité géographique.

Ces évolutions font naître de riches débats dans la sphère professionnelle. L'analyse d'Élisabeth Gautier-Desvaux<sup>2</sup> peut être retenue comme un texte fondateur, tant elle est reprise depuis dans la bibliographie sur le sujet. Elle présente très clairement les enjeux de la valorisation en service d'archives, s'attachant principalement aux actions départementales et nationales puisqu'à la fin des années 1980 les actions municipales se développent mais restent encore minoritaires. Dix ans plus tard, l'action culturelle est doublement à l'honneur : les politiques s'interrogent au début de l'année 1992 sur le rôle des archives municipales dans la politique culturelle<sup>3</sup>, puis c'est aux archivistes communaux de tenir leur premier symposium où ils débattent de l'animation culturelle en services d'archives<sup>4</sup>. Deux temps forts qui permettent de tirer les enseignements de dix ans de décentralisation. Il ressort des débats que ces années ont renforcé la légitimité du local en travaillant sur l'identité des territoires et en incitant à la participation des habitants aux affaires de la cité. On passe également d'une addition d'actions à une conception d'ensemble de la culture.

---

<sup>1</sup> GUERRIER (Alain), « Archives, action culturelle et *marketing* », *La Gazette des archives*, n° 160-161 « Archives municipales et animation culturelle » (1993-1 et 2), Association des archivistes français, Paris, p. 27-35.

<sup>2</sup> GAUTIER-DESVAUX, (Élisabeth), « L'action culturelle aux archives », *La Gazette des archives*, n° 141 « Les archives françaises à l'horizon de l'an 2000 » (1988-2), Association des archivistes français, Paris, p. 218-236.

<sup>3</sup> KAUFMANN (René), « La place des archives dans la vie locale et leur intégration dans la politique culturelle municipale », *La Gazette des archives*, n° 160-161 « Archives municipales et animation culturelle » (1993-1 et 2), Association des archivistes français, Paris, p. 11-15.

<sup>4</sup> « Archives municipales et animation culturelle, Actes du *symposium* de la section des archivistes municipaux de l'AAF, Narbonne, 5 et 6 mai 1992 », *La Gazette des archives*, n° 160-161 « Archives municipales et animation culturelle » (1993-1 et 2), Association des archivistes français, Paris, 184 p.

## Exploitation

« On vient maintenant bien plus aux Archives pour une manifestation culturelle que pour faire une recherche »<sup>1</sup>. Les dernières statistiques présentées par le Service interministériel des Archives de France sont unanimes, il semble que la notion de transmission supplante la conservation dans l'esprit des usagers. Pour un lecteur reçu en salle de lecture, ce sont trois visiteurs qui sont accueillis en Archives municipales pour des activités culturelles et scientifiques, sept en Archives départementales et vingt aux Archives nationales. La valorisation serait le moteur d'un cercle vertueux<sup>2</sup>, rappelant en ce sens la complémentarité des missions archivistiques. Gageons que la valorisation a un impact à la fois sur la chaîne archivistique, le management et la visibilité du service au sein de la collectivité, une raison de systématiser l'exploitation des fonds.

Chaque maillon de la chaîne archivistique est interdépendant. Pourtant les liens ne semblent pas évidents tant les élus, le public, et même parfois les archivistes ont tendance à ne retenir qu'un des éléments : la conservation ou la valorisation. Pourtant la valorisation peut éveiller la conscience du donateur à l'occasion d'une exposition ou être un argument pour l'acquisition d'un don. Elle est aussi un moteur de l'exemplarité. Services versants et associations constatent à travers les projets de valorisation le travail de classement et de mise en valeur des fonds versés. Elle peut être dans ce cas une motivation décisive dans la volonté de bien préparer ses versements. La valorisation est également un outil de management et de cohésion d'équipe. Valoriser les fonds, c'est aussi valoriser les agents, donner du sens au travail de classement, de description, ouvrir à la polyvalence en envisageant l'ensemble de la chaîne archivistique de la collecte à la rencontre avec le public. Elle donne à voir l'aboutissement de tâches indispensables mais parfois envisagées au quotidien comme fastidieuses. Le temps de construction de ces projets doit être un moment de cohésion fort, chacun peut, au regard de son expertise, proposer un document pertinent, l'accueil de public spécifique, faire des propositions sur la scénographie ou l'approche. Ce travail collectif peut amener à des envies, des besoins de formation et contribue au développement des compétences dans les services. Partie émergée de l'iceberg, la valorisation est un vecteur de visibilité et de légitimité du service au sein de la collectivité. Elle permet d'explicitier le rôle et les missions de l'archiviste. Les actions de médiation qui rencontrent un public large sont un levier dans l'obtention de moyens nécessaires au développement des archives en personnel, bâtiment,

---

<sup>1</sup> SERVICE INTERMINISTERIEL DES ARCHIVES DE FRANCE, *Des archives en France 2013, L'activité des services d'archives*, Paris, SIAF, 2013, p. 31.

<sup>2</sup> SIAF, *La politique des publics dans les services d'archives*, Paris, 2013, 55 p.

fonctionnement. Chaque sujet traité doit être un prétexte pour pointer les richesses d'un fonds mais aussi ses lacunes (pour inciter au versement), ses documents fragilisés par le temps (pour inciter à la restauration, à l'acquisition de matériel de conservation préventive).

La diversité des enjeux, associée à la multiplication des demandes émanant du public, des partenaires, des élus ou d'autres services municipaux, impose aux archivistes de structurer leur pratique pour limiter l'éparpillement. Martine Cardin<sup>1</sup> propose en 2008 une typologie des pratiques qu'elle structure dans un système d'exploitation. Ce système permet d'envisager la mise en valeur comme un système d'actions complexes reflétant mieux la diversité des pratiques. Il s'articule autour de trois fonctions : la consultation, la diffusion et la valorisation.

## **Un éventail de pratiques en trois volets**

L'objectif est ici d'éviter l'inventaire à la Prévert même s'il est également nécessaire de décrire l'offre foisonnante de nos services. Offre difficile à mettre en boîte, tant sa diversité est grande et spécifique aux territoires, aux personnels, aux publics et aux partenaires... Il ne s'agit pas de proposer un modèle d'actions à ré-exploiter en l'état en institution mais de dresser un panel d'activités reconnues ou émergentes afin que chacun puisse construire sa proposition au regard des enjeux locaux, des moyens, des compétences existantes ou à développer des envies des professionnels mais aussi celle des politiques et du public.

### *Mise à disposition des archives aux publics*

La mise à disposition est la fonction historique des services, il s'agit de créer les conditions de rencontre entre l'utilisateur et les archives, en ce sens nombre de services

---

<sup>1</sup> CARDIN (Martine), « Valoriser les archives. Pourquoi ? Pour qui ? Comment ? », dans HIRAUX (F.), MIRGUET, (F.), *La valorisation des archives. Une mission, des motivations, des modalités, des collaborations. Enjeux et pratiques actuelles*, Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain-la-Neuve, L'Harmattan, 2012, p. 33-50.

revisitent l'accès en salle tout en développant les accès à distance. Décrit comme un « labyrinthe de classification ésotérique »<sup>1</sup> par Élisabeth Gautier-Desvaux, l'accueil en service d'archives peut être dissuasif pour un novice. Pour sortir de cette image d'Épinal, chacun s'adapte aux besoins du public dans une double direction : accès ludique, distractif et accès recherche. En matière de stratégie institutionnelle chacun peut faire ses choix. Reste que quelle que soit l'option retenue, l'utilisateur, lui, s'inscrit traditionnellement dans cette double posture, de l'utilisateur chercheur-flâneur<sup>2</sup>. L'idée est à la fois de développer des outils d'analyse et de partage de façon à créer et à animer des communautés de travail et de lecteurs. Cela impose de repenser les outils documentaires traditionnels (fiches de fonds, instruments de recherche, guides des sources) pour les rendre plus accessibles en salle comme en ligne. Mais la salle de lecture est également un lieu de convivialité à animer en accompagnant les utilisateurs dans leurs découvertes à travers des rendez-vous conviviaux et réguliers en salle<sup>3</sup>.

Réaffirmant le principe révolutionnaire de publicité des archives, l'*open data* et la multiplication des archives en ligne permettent de transposer la mise à disposition des archives dans l'univers numérique. Celle-ci est soutenue par le développement de portails institutionnels, nationaux ou internationaux qui favorisent l'interopérabilité des fonds et un accès plus large pour l'utilisateur. Plus qu'une photographie des fonds existants accessibles sur Internet, le travail documentaire des archivistes permet de construire des outils éditoriaux de qualité en exploitant l'indexation réalisée au cours du traitement. Ainsi, la plateforme *Justimémo*<sup>4</sup> du ministère de la Justice et des Libertés ou les parcours thématiques<sup>5</sup> du Forum des images sont des exemples d'éditorialisation réussis capitalisant le travail d'indexation pour proposer des contenus enrichis.

---

<sup>1</sup> GAUTIER-DESVAUX (Élisabeth), *op. cit.*, p. 223.

<sup>2</sup> SANTINI (Marie), *La valorisation des collections et la diversification des publics dans une bibliothèque nationale*, Mémoire de fin d'étude, ss. dir. RIPON (R.), ENSIB, Janvier 2005, 111 p.

<sup>3</sup> Programmation trimestrielle aux Archives municipales de Pantin, rendez-vous autour des collections au Forum des images, etc.

<sup>4</sup> <http://justimemo.justice.gouv.fr>, consulté le 27/09/2015

<sup>5</sup> <http://www.Forumdesimages.fr/Collections/filmo/F123>, consulté le 27/10/2012



*Justimémo*, plateforme éducative du ministère de la Justice et des Libertés  
© Ministère de la Justice et des Libertés

### *Valorisation*

La valorisation est une actualisation des contenus qui peut aller de la simple éditorialisation au développement de projet pluri-média. L'enjeu est d'actualiser les « traces anciennes pour qu'elles demeurent pertinentes en regard des préoccupations du présent sans dénaturer les significations originales »<sup>1</sup>. Entre découverte, émotion et innovation, les services sont de véritables laboratoires d'expérimentation. En témoigne la catégorie « autres » activités culturelles de l'enquête annuelle du Service interministériel des Archives de France (2013) qui représente plus de 22 % des activités dans le réseau territorial. Si cette catégorie semble un comble pour les archivistes, elle témoigne de la diversité des propositions mais aussi de la difficulté à prendre en compte les mutations en cours dans les bilans annuels. La forme la plus développée reste l'exposition, qui a quintuplé depuis les années 1980. On en compte ainsi 320 en Archives

<sup>1</sup> CARDIN (Martine), *op. cit.*, p. 40.

municipales en 2013. La part des expositions organisées avec le concours des SE est en forte diminution au profit de propositions tout public. Sans recensement chiffré, les expositions numériques contribuent quant à elles à alimenter la partie « autres » de l'enquête annuelle. Au regard de la diversité des réalisations, il est regrettable que ces créations dans la continuité des pratiques archivistiques ne soient pas prises en compte.

- S'é mouvoir, porter un nouveau regard sur les archives.

De nombreux articles témoignent de la richesse des initiatives qui allient archives et arts. Les travaux canadiens autour d'Yvon Lemay contribuent à la construction d'un nouveau regard sur les archives. Leurs travaux visent à « explorer et faire découvrir le phénomène de l'exploitation des archives par les artistes contemporains »<sup>1</sup>, s'intéressant à la fois aux conditions d'utilisation des documents et à la force é motive de l'archive. Les archivistes sont alors amenés à répondre aux interrogations des artistes tant sur le fonctionnement des services que sur le contenu des fonds. Cet accompagnement, qui s'approche parfois de la formation, doit permettre aux artistes de s'approprier l'archive pour mieux la « décontextualiser, la manipuler, afin de la mettre en valeur dans un nouveau contexte »<sup>2</sup>. Les archives municipales d'Aubervilliers ont ainsi accompagné deux projets symptomatiques de ces pratiques : *Formes de vies, écologie des pratiques artistiques*, réalisé par Franck Leibovici<sup>3</sup> qui s'intéressait à la conservation des archives de création au-delà de l'œuvre finale et, dans une autre optique, *Le premier trésor poétique municipal mondial* des Souffleurs commandos poétiques<sup>4</sup>. S'inspirant des registres de délibérations, ils créent un objet à mi-chemin entre diplomatie et création artistique pour collecter la parole poétique des habitants dans leur langue maternelle.

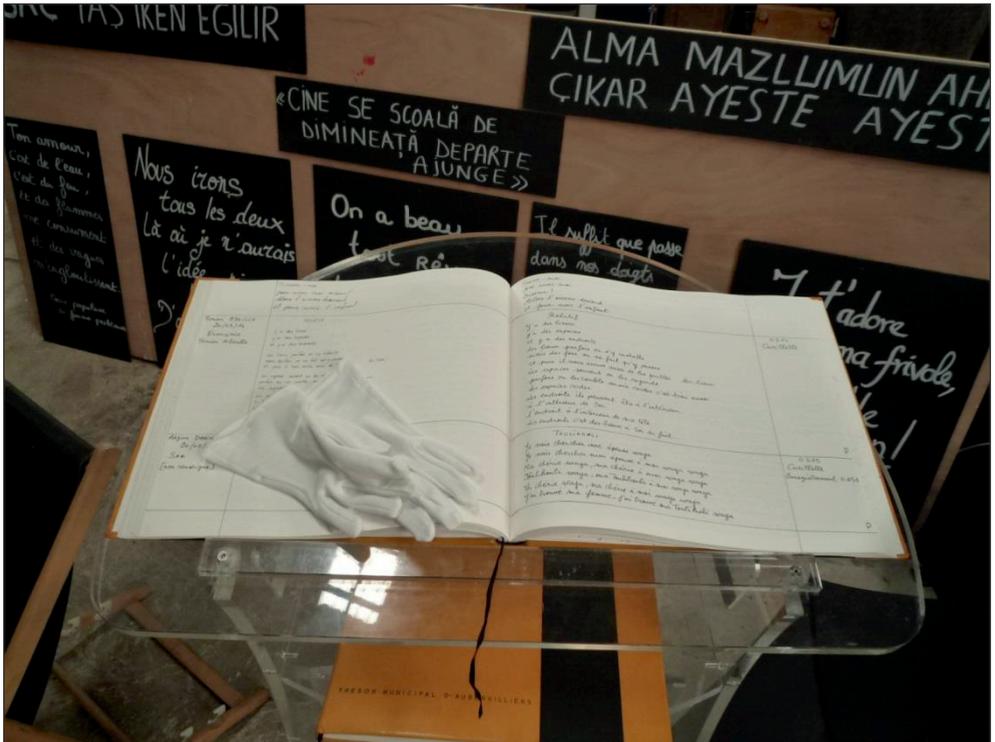
---

<sup>1</sup> BOUCHER (Marie-Pierre) et LEMAY (Yvon), « La mise en scène des archives par les artistes contemporains », *Actes du 39<sup>e</sup> congrès de l'Association des archivistes du Québec*, en ligne : [http://www.archivistes.qc.ca/congres2010/actes2010/S3\\_boucher\\_lemay.html](http://www.archivistes.qc.ca/congres2010/actes2010/S3_boucher_lemay.html) (consulté le 27/09/2015).

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> *Formes de vies, écologie des pratiques artistiques* : <http://www.desformesdevie.org/fr/page/formes-vie-par-franck-leibovici> (consulté le 27/09/2015).

<sup>4</sup> *Les souffleurs commando poétique* : <http://www.les-souffleurs.fr> (consulté le 27/09/2015).



Présentation du trésor poétique municipal lors de la journée des langues maternelles (2016)  
© Les Souffleurs commandos poétiques

- Innover en s’inspirant des nouvelles écritures.

Grâce à la vulgarisation des outils, notamment sur le Web, un nouveau monde s’offre aux archivistes. Il suffira d’un peu de bonne volonté, d’une touche de formation et d’un soupçon de bonnes relations avec la direction des systèmes informatiques. S’intéresser aux nouvelles écritures (expositions virtuelles, web-documentaire, longue forme) permet de proposer aux demandeurs de contenus (réalisateur, documentariste) des ressources pertinentes au regard des objectifs du projet, mais également aux archivistes d’exploiter, voire de détourner ces nouvelles écritures pour sublimer les fonds. Certaines écritures comme la longue forme<sup>1</sup>, dossier documentaire enrichi, sont très proches des réalisations existantes en service d’archives. Enfin, pour garder un pied sur terre, les

<sup>1</sup> L’équipe explore, longue forme en ligne : <http://www.lequipe.fr/explore/> (consulté le 27/09/2015).

services allient balades urbaines et contenus numériques<sup>1</sup> grâce aux outils de géolocalisation, cartes interactives et autres QR-codes, la découverte du patrimoine local s'enrichit grâce aux ressources mises à disposition sur les nouveaux écrans (smartphone, tablette).

### *Diffusion*

« Trop souvent, peut-être pour des raisons d'une formation qui éloigne des préoccupations vulgaires mesurées en terme de "rentabilité", les archivistes négligent de recourir à une publicité raisonnée, susceptible d'assurer à l'investissement intellectuel qu'ils ont consenti une juste reconnaissance »<sup>2</sup>. Cette citation de 1988 résume à elle seule les enjeux communicationnels d'aujourd'hui en service d'archives. Déjà, M<sup>me</sup> Gautier-Desvaux soulignait l'importance de savoir faire connaître ses actions. À une époque où la communication et le marketing s'infiltrèrent dans tous les domaines d'activité, cette remarque est d'autant plus légitime. L'archiviste doit se faire communicant<sup>3</sup> ! L'enjeu est de faire connaître ses missions tant auprès du public que des décideurs, mais également les fonds et les actions de médiation développées par les services. Construire une politique de communication qui s'appuie sur une analyse des besoins précise et régulièrement réévaluée permet de limiter l'impact en temps et en moyens. Il faut ensuite savoir s'appuyer sur les services ressources (communication, graphiste, cellule Web, imprimerie) pour optimiser la réalisation de supports efficaces et leur diffusion au sein des réseaux définis. Dans les années 1990, les sociétés d'histoire ou d'amis des archives assuraient en partie ce rôle d'animateur de réseau. Aujourd'hui la communication assurée par les partenaires est toujours aussi importante mais elle se double d'une communication numérique prise en charge par les services en s'appuyant sur de nouveaux profils d'archivistes : les *community manager* (CM). Comme pour l'émergence de tout nouveau profil au sein d'un corps de métier, il faudra s'interroger sur le rôle et la place de ces CM ou des « faisant-fonction » de CM.

---

<sup>1</sup> *Urban-hist*, Archives municipales de Toulouse, en ligne : <http://www.urban-hist.toulouse.fr> (consulté le 27/09/2105) ; *QRiosité*, Archives municipales de Sevran ; *Verdun 2014*, application Iphone de l'ECPAD.

<sup>2</sup> GAUTIER-DESVAUX (Élisabeth), *op. cit.*, p. 234-235.

<sup>3</sup> BELKORCHIA (Élodie), « L'archiviste communicant », Forum des archivistes, Angers, 2013.

## **Qui fait quoi pour qui ?**

### *De l'enseignant détaché au médiateur culturel, mutation du rôle de l'archiviste dans la médiation*

Dans les années 1950, l'enseignant est le premier médiateur qui ouvre les archives sur le monde extérieur à travers le développement des services éducatifs aux Archives nationales puis aux Archives départementales. Au niveau communal, le développement de ces missions se fait dans le temps long et selon un mode de fonctionnement quelque peu différent. La répartition des heures de décharge des enseignants au sein des Archives entre les différents échelons, privilégie les Archives départementales. Le développement des actions éducatives en commune s'appuie principalement sur l'implication des collectivités et le volontarisme des services d'archives. En 1992, les Archives de Marseille<sup>1</sup> montrent que les archivistes municipaux s'accaparent une partie des missions des services éducatifs. Elles mentionnent l'existence de 16 services éducatifs « officiels » en Archives municipales auxquels s'ajoutent 42 services qui développent des actions éducatives sans enseignant détaché. L'enquête de 2003 confirme la tendance, indiquant que 180 agents réalisent des expositions, catalogues, cycles de conférences et autres outils pédagogiques, contre cinq enseignants détachés dont les heures de décharge fondent au fil des années comme neige au soleil. De ce fait, le rôle de l'enseignant au niveau communal s'amointrit au profit du développement de la polyvalence des archivistes. Cette évolution pose la question de la formation (initiale et continue) mais également celle de l'intégration de professionnels spécialistes de la médiation (culture, musée, animation socio-culturelle).

### *Formation et valorisation non miscibles*

Le terme de médiateur culturel apparaît dès les années 1970. Il est conforté par la création de la filière culturelle et le grade d'assistant qualifié du patrimoine. Ces évolutions permettent le recrutement en service d'archives de profils mixtes issus d'autres milieux professionnels dans les années 1990. Pour autant, les différentes enquêtes réalisées au fil des années s'intéressent assez peu à la diversité des profils qui font aujourd'hui vivre ce secteur d'activités (formation,

---

<sup>1</sup> ROUBAUD (Claudine), « Les services éducatifs des Archives municipales », *La Gazette des archives*, n° 160-161 « Archives municipales et animation culturelle » (1993-1 et 2), Association des archivistes français, Paris, p. 67-73.

parcours, etc.), alors que ces données permettraient de saisir les spécificités des acteurs d'un secteur en pleine mutation.

En parallèle, la formation professionnelle des archivistes reste approximative quant aux questions de médiation. Il ressort ainsi des études précitées que les archivistes ne se sentent pas toujours légitimes pour prendre en charge un secteur d'activité demandant des connaissances spécifiques. Nombre de collègues sont issus de milieux professionnels hétérogènes et découvrent la culture archivistique sur le tas ou par la formation continue. La place de la médiation au sein des formations de type Bac + 3/5 n'est pas mieux achalandée. On ne peut que confirmer le constat de 2005 sur le volume horaire accordé à la médiation culturelle :

« La gestion administrative du patrimoine et les techniques archivistique sont [...] très largement privilégiées. Les périodes de stage sur le terrain tiennent souvent lieu d'initiation aux questions relatives aux publics. Dans cette optique, c'est comme si la maîtrise du contenu archivistique donnait en prime la capacité à le vulgariser et la connaissance des différents publics »<sup>1</sup>.

La création de cursus spécialisés autour de l'audiovisuel et des nouveaux médias de même que les cursus de médiation culturelle intégrant des spécialisations archives/patrimoine font aujourd'hui évoluer la formation au profit d'un rôle plus important des pratiques de valorisation.

### *De la nécessité des partenariats*

Au regard de la multiplicité des projets, des sollicitations nombreuses et des contraintes budgétaires, une concertation est nécessaire entre les différents acteurs culturels d'un même territoire. Les partenariats peuvent être de natures diverses : apporter une expertise, être un relais sur le territoire en vue d'assurer une visibilité plus importante pour le service et les ressources qui y sont conservées mais également amener les archives vers les publics qui n'y accèdent pas pour des raisons symboliques ou matérielles. Dans un contexte culturel riche, les partenariats sont aussi un vecteur d'efficacité. On pourrait sans difficulté proposer une multitude d'exemples que ce soit à travers les projets « Mémoire des quartiers » qui accompagnent les mutations de territoire, le développement de parcours entre archives, bibliothèque, musée dans le cadre des rythmes scolaires ou les partenariats avec les réseaux de transports autour d'exposition de photographies hier/aujourd'hui par exemple. Les envies

---

<sup>1</sup> JAMMET (Yves), *op. cit.*, p. 204.

de développement ne manquent pas mais les projets sont souvent liés aux personnalités agissant dans les services et aux rencontres entre partenaires.

*Des scolaires au grand public : vers la définition de « politique des publics »*

Dans l'immédiat après-guerre, la volonté est plutôt d'accueillir les élèves du secondaire, arguant de difficultés pour déchiffrer les écritures anciennes ou comprendre le contexte historique pour les plus jeunes. Les années 1980-1990 initient un mouvement vers l'accueil des élèves de primaire, dans l'idée de leur faire acquérir des réflexes culturels. À l'inverse, le public secondaire s'étiolé, en raison d'emplois du temps fractionnés entre les professeurs, de la lourdeur des programmes ou des difficultés logistiques. Au-delà des services éducatifs constitués, les Archives municipales prennent en charge les enfants à la fois en temps scolaire et périscolaire (TAP, centre de loisirs). Cette tendance est largement renforcée par la mise en place de la réforme des rythmes scolaires. Afin de les accueillir dans les meilleures conditions, les archivistes développent auprès des enfants des approches pédagogiques adaptées s'inspirant des pratiques muséales ou d'animation (rallyes, matchs d'improvisation, chasse au trésor, adaptation de jeux de société) et conçoivent des ateliers manuels autour des sceaux ou de l'écriture (manipulation, curiosité, créativité).

Ces approches posent également la question du lien avec les programmes scolaires, et dans ce cadre deux écoles se font jour : les partisans du programme où thématiques et documents accompagnent la classe et l'enseignant dans la découverte d'une partie du programme. Cela rassure les archivistes non spécialistes de pédagogie, ayant parfois des difficultés à cerner les compétences d'une classe d'âge, la validation des projets par l'Éducation nationale pouvant également légitimer les actions engagées. À l'inverse, certains choisissent le rôle d'initiateur de curiosité avec la volonté de proposer autre chose.

Cette curiosité est offerte aux publics bien au-delà des jeunes. Avec l'accroissement du temps libre et le goût du retour aux sources, les publics s'élargissent dans les années 1980. L'érudit laisse peu à peu la place aux généalogistes et aux amateurs d'histoire qui compulsent les fonds sans *a priori*. C'est cet *a priori* que les archivistes travaillent aujourd'hui en diversifiant les modes d'approche pour répondre à une demande sociale toujours plus grande. L'ancrage local est évidemment la force des Archives municipales qui créent du lien entre histoire nationale et histoire locale, s'appuyant sur des documents qui touchent et intéressent directement le public. Il s'agit de lier les initiatives aux préoccupations de la commune pour aller à la rencontre des habitants dans le

cadre de projets autour de la mémoire des quartiers, mais aussi des seniors qui évoquent avec nostalgie le temps d'avant, des étudiants de disciplines diverses prêts à défricher des champs de recherche non encore explorés, les primo-arrivants ou les touristes pour une découverte de la culture du pays par son patrimoine, son histoire. Autant d'aventures à construire et à vivre pour toucher l'ensemble de ces publics. Pour y parvenir les services constituent des politiques de public et s'appuient sur une palette d'outils toujours plus large.

Pour conclure, on peut dire que les mutations se font dans le temps long depuis l'après-guerre, bouleversant l'ensemble du champ archivistique. Se combinent des mutations professionnelles bien sûr, avec l'accroissement du temps passé à ces actions dans le quotidien des archivistes, sans ricochet probant sur la formation ; une expertise très diversement reconnue à l'échelle du territoire malgré l'ancrage fort de ces actions dans la chaîne archivistique ; enfin, des mutations relationnelles, tant avec les publics qu'avec les partenaires. La diversité de l'offre montre l'ampleur du champ d'expérience de la médiation au sein des archives. Une réponse construite et raisonnée aux besoins exprimés assure un renouvellement des moyens d'insertion des archives dans la société contemporaine, ainsi qu'une prise en compte par les instances de décision. Les enjeux sont les mêmes qu'il y a trente ans, mais les moyens ont changé, à nous de développer ces actions qui sont pourtant notre principal vecteur de visibilité dans la société civile.

Élodie BELKORCHIA

Chargée du pôle archives audiovisuelles, dématérialisation et valorisation

Mairie d'Aubervilliers

[elodie.belkorchia@mairie-aubervilliers.fr](mailto:elodie.belkorchia@mairie-aubervilliers.fr)